

Intervention séminaire émancipation du 06 mars 2015. 1ère partie.

Dans un premier temps, je pense utile de nous présenter. Le séminaire a annoncé des antinucléaires. Nous n'avons pas à proprement parlé les attributs habituels de l'antinucléaire. Si nous le sommes bien puisque qu'opposés au programme atomique civil et militaire, nous ne venons pas ici présenter de plan alternatif, de programme de sortie du nucléaire compatible avec le monde dans lequel nous sommes incarcérés, nous ne relevons pas anxieusement les particules radioactives que cette industrie ne cesse de rejeter... Nous n'avons également rien à voir avec cette écolocratie qui cherche à administrer le moins mal possible les nuisances de ce monde dont l'atome est l'une des manifestations. Nous voulons pour notre part en finir avec cette incarcération dont le nucléaire est une des formes technologiques les plus abouties.

LE GROUPE QUI A PRÉPARÉ CETTE INTERVENTION regroupe un certain nombre de compagnons et compagnonnes qui se sont engagés pour la plupart contre le nucléaire dans les mois qui ont suivis la catastrophe de Fukushima. Pour certains et certaines, nous avons déjà été actif au sein du Collectif Radicalement Antinucléaire (CRAN), que nous avons monté au moment de l'annonce de la construction de l'EPR, et de la Coopération contre la société nucléaire. Après Fukushima, avec d'autres compagnons et compagnonnes nous nous sommes investis sur le camp de Valognes contre un transport de déchets radioactifs vers le centre d'enfouissement de Gorleben en Allemagne ainsi que dans les assemblées et la lutte anti-THT qui ont suivi ce camp. Plus tard, pour certains et certaines, nous avons réssuscité le CRAN et participé à la revue *Pas de Sushi, l'Etat geiger*. Je ne développe pas plus la vie de ces groupes ou revues aux activités souvent confidentielles, mais on peut y revenir plus tard dans la discussion.

Ce qui nous unit au delà de ces moments partagés, c'est une critique du nucléaire qui ne se limite pas à ses effets sanitaires, mais qui tente dans la foulée d'autres groupes qui nous ont précédé de lier le nucléaire à la société dans laquelle il s'est développé et qu'il produit dans le même mouvement, en gros de poursuivre une critique du nucléaire et de son monde.

NOUS AVONS SCINDÉ NOTRE INTERVENTION EN TROIS MOMENTS. Une première intervention expliquera notre hésitation à répondre à cette invitation et reviendra sur le rôle de la recherche, notamment caennaise et notamment socio-anthropologique dans la fabrication d'une résignation et d'une soumission à l'appareil militaire, industriel et étatique qu'est le nucléaire. Une seconde reviendra sur les luttes qui ont émaillées ces dernières années et dans lesquelles nous nous sommes tous et toutes plus ou moins engagé-e-s, pour souligner que cette résignation, cette absorption et cet évitement de l'antagonisme dans le mouvement antinucléaire n'est pas une fatalité. Enfin une dernière intervention s'attachera, dans la foulée du texte de l'Assemblée dite de Montabot, *Antinucléaires mais pas que !*, à expliquer que pour nous lutter contre le nucléaire ce n'est pas uniquement porter une lutte spécifiquement antinucléaire, mais renouer avec un combat contre l'ensemble de l'existant dont le nucléaire est un symptôme particulièrement abhérant.

Pourquoi avons-nous hésité à répondre positivement à cette invitation ?

Parce que ce genre de dispositif sociologique se rapproche sur bien des points des espaces d'intégration de la contestation que Sezin Topçu vient de décrire, notamment en nous transformant en rats de laboratoire que l'on étudie, osculte. La société nucléaire transforme déjà, avec des conséquences bien plus violentes, le monde en éprouvette géante. Dès l'origine

du programme atomique que ce soit à Hiroshima et Nagasaki ou dans le Sahara lors des essais atomiques français, militaires, civils, animaux ont été utilisés comme cobayes. La sociologie a quant à elle servi en son temps à disséquer les oppositions au nucléaire pour EDF ou l'Etat, contribuant à sa mesure à désamorcer les conflits.

Mais nous avons également hésité parce que la sociologie caennaise a une histoire commune intime avec l'intégration de la contestation antinucléaire et la fabrication d'une résignation.

DÈS LES ANNÉES 90, LE LABORATOIRE D'ANALYSE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DU RISQUE a été sollicité pour participer à un programme qui en était alors à ces balbutiements : le programme CORE. Philippe Girard, Maître de conférence en sociologie et psychanalyste répond alors à un appel d'offre. Les nucléaristes qui dirigent ce programme entendent lui faire admettre que dans les territoires contaminés les irradiés souffriraient de syndrômes post-traumatiques, la fameuse "radiophobie". Ce serait la peur de la maladie qui créerait les leucémies, les cancers, les états dépressifs, la dégradation générale de l'état de santé, et non les radionucléides qui se sont accumulés dans l'eau, la terre, la nourriture, la chair et les os. OMS, AIEA, ne font que prolonger aux irradiés biélorusses la psychiatrisation des réfractaires au meilleur des modes nucléaires. Dès les années 50, la crainte de l'atome était renvoyée par l'OMS, liée structurellement à l'AIEA en matière de nucléaire, à une peur irrationnelle de l'atome. Girard se refuse à soutenir la thèse officielle. Les maladies sont bien liées aux radiations. Ce sont les premiers pas de la sociologie caennaise dans CORE.

Etonnement, cette rebuffade, loin d'effrayer les nucléaristes de CORE et de son prolongement ETHOS, les incite au contraire à s'appuyer sur une participation active de la sociologie critique caennaise à leur programme. De quoi CORE est-il le prolégomène ? Ce que CORE portait comme ambition était déjà à l'époque d'accompagner la vie de ceux et celles qui vivaient en territoires contaminés, de décrypter leurs attitudes, et de rendre vivable cette vie mutilée où chaque geste doit suivre des prescriptions précises comme choisir et évaluer son alimentation, ses déplacements. La maladie programmée et la mort possible y deviennent statistiques, renvoyées à chacun et chacune, devenu responsable de sa possible contamination et de celle de son entourage. Dès cette époque des compagnons de l'Association contre le nucléaire et son monde ont dénoncé ces intentions dans la brochure *Du mensonge radioactif et de ses préposés*, ou de manière beaucoup moins débonnaire...

CORE a aujourd'hui prolongé ces acquis dans un Japon meurtri par la catastrophe de Fukushima. Le programme *ETHOS in Fukushima* a appliqué au Japon les travaux débutés en Biélorussie. Là encore, les équipes françaises de Jacques Lochard travaillent sur place à prêcher un discours rassurant à même d'inciter ceux et celles qui ont fui les zones les plus contaminées à revenir le plus rapidement possible vivre sur place. Les autorités, TEPCO, l'opérateur privé des centrales japonaises, et ETHOS ont même trouvé sur place quelques complices inattendus en quelques antinucléaires qui prônent la décontamination et le retour. Ainsi, ce que CORE et ETHOS préparaient c'était à vivre au milieu de la catastrophe, dans un univers contaminé. Inutile de préciser ce que cette expérience de soumission à une vie si hautement mutilée et anxiogène promet comme soumission durable. Et dans quel monde elle nous prépare à vivre.

Mais certains sociologues caennais n'en restent pas là. A la fin des années 90, ils s'engagent activement dans un soutien à la figure du chercheur-citoyen, le lanceur d'alerte. C'est l'époque où Jean-François Viel, épidémiologiste révèle un excès de leucémies autour de La Hague. Ces révélations surviennent après que Greenpeace lors d'actions spectaculaires ait mis en défaut les nucléaristes, en soulignant nombre de leurs mensonges et leur bricolage au quotidien avec les normes et les vies. Pour certains socio-anthropologues caennais nourris à Ulrich Beck, pour qui la catastrophe est éclairante et mobilisatrice, ces révélations seraient de nature à réveiller les populations et éclairer les décideurs. Les réponses apportées à l'épidémiologiste par des populations conquises sur place par l'atome, et par l'Etat seront d'un tout autre ordre. Au collectif local de mères inquiètes en quête de certitudes, une commission

d'enquête vient répondre : il n'y a rien à voir circulez. De son côté Jean-François Viel, confronté à la pression locale et à celle plus discrète de l'institution, décide d'interrompre son travail. Ce que cette commission annonce c'est l'aboutissement de l'ère de la démocratie technique, où le débat se confine entre experts, en toute transparence ou presque, loin des regards des quidam. Avec Jean-François Viel la socio-anthropologie caennaise a soutenu l'illusion citoyenne que l'Etat était en matière de nucléaire un acteur neutre, que le chercheur pourrait éclairer. Or en matière de nucléaire comme dans bien d'autres domaines, l'Etat n'est pas neutre. Il est le principal constructeur du programme atomique, et l'un des batisseurs du monde dans lequel nous vivons.

Ces dernières années, le laboratoire de sociologie caennais accélère encore davantage le processus, avec sa participation à Nucléopolis. Le CERREV, le nouveau laboratoire s'engage, toujours dans le même souci de devenir un acteur incontournable de la recherche sur le nucléaire, dans ce tout nouveau pôle. Nucleopolis est la dernière trouvaille des promoteurs du délire nucléaire en Basse-Normandie. Ce pôle de science nucléaire unit les différents acteurs du nucléaire dans la région. L'idée est de faire de la Basse-Normandie un pôle de compétitivité dans le domaine. Le but, je cite : *« Vendre la filière nucléaire normande à l'extérieur. Nous avons le savoir-faire. Il faut le faire savoir. »* Nous pouvions écrire à l'époque juste après Fukushima, alors que les nucléaristes français s'affairaient déjà sur place : *"Dans le meilleur des mondes du nucléaire, on échange ainsi les derniers bons plans industriels (...) Et sur ce marché de la vie amputée, de la sécurité nucléaire à la pseudo-dépollution, nos entreprises du nucléaire, d'AREVA à Vinci en passant par Bouygues, et nos laboratoires avides de débouchés, du CEA au CERREV, se positionnent déjà. La catastrophe est un marché comme un autre. "*

NOUS AVONS ÉGALEMENT HÉSITÉ À VENIR PARCE QUE NOTRE CRITIQUE du nucléaire est aussi une critique du rôle de la recherche dans l'emprise de l'Etat et de l'économie sur nos vies. Depuis longtemps déjà, armement, nucléaire, OGM, innovations technologiques sont les ossatures d'un capitalisme technologique qui s'appuie sur l'Etat pour se développer. Ses grandes technosstructures ont servi le développement de technologies mortifères que le capitalisme marchand s'est empressé en France comme dans les autres grands pays occidentaux de s'approprier. Elles ont également produit les infrastructures à même de voir le capitalisme se propager que ce soit en matière énergétique, de transport, de colonialisme ou de recherche. Le Commissariat à l'Energie Atomique est l'un des archétypes de ces mutations à l'oeuvre au coeur des trentes glorieuses. En effet, dans l'après-guerre, le CEA ne fait pas que construire le monde atomique que nous connaissons aujourd'hui, mais édifie également un capitalisme d'excellence nationale à même de concurrencer les autres grandes puissances industrielles. Ce commissariat est l'un des fleurons de la recherche étatique française de cette époque. Il engloutit déjà des sommes phénoménales. C'est d'ailleurs grâce à l'externalisation de ces coûts, mais également des basses oeuvres post-coloniales pour exploiter les gisements d'uranium que l'industrie nucléaire civile française a pu réellement prendre son essor. Louis Puiseux, alors économiste à EDF, avant de rejoindre plus tard l'EHESS, le résume ainsi en 1977 dans *La babel nucléaire* : *"Placé sous la protection personnelle du général de Gaulle, puissamment doté, contrôlant les deux bouts de la chaîne nucléaire depuis la protection et l'extraction de l'uranium, jusqu'au retraitement des déchets, le CEA est un innovateur irremplaçable dans un domaine où la rentabilité marchande est aléatoire et lointaine, et où l'on ne peut donc pas compter sur l'initiative capitaliste privée. "*

Aujourd'hui de nouveaux pôles de recherche sont la continuité de cet héritage. Né dans les laboratoires grenoblois du CEA, Minatec, dont est issue Geneviève Fioraso, l'ex ministre de la recherche en est un bon exemple. Quelques réfractaires en touchaient quelques mots en février 2014 lors d'une réunion privée perturbée sur Caen : *"MINATEC, fondé par des chercheurs du Commissariat à l'Energie Atomique, c'est un lieu où des chercheurs financés par un mix public-privé se proposent de résoudre les désastres générés par ceux qui les ont précédés avec conviction dans le développement d'innovations capitalistes et industrielles. C'est visiblement un lieu où le bon sens n'a sa*

place que s'il peut générer de nouveaux profits : dépolluer, soigner à l'aide de nanoparticules, apprendre à vivre en zone contaminée etc. Bien sûr, hors de question de s'attaquer au nucléaire, à l'agrochimie, aux industries, au capitalisme, bref tout ce qui est au cœur du redressement productif à la sauce sociale-libérale. MINATEC, c'est surtout un lieu où s'échangent les bons plans pour se faire du fric, un lieu où se mêlent Etat, chercheurs, industriels et politiciens. Un lieu qui participe à l'exploitation capitaliste, aux ravages industriels et à la réduction de notre liberté au profit de quelques patrons et technocrates."

Caen et la Basse-Normandie se veulent aujourd'hui le fer de lance d'un savoir-faire en terme d'industrie, de formation et de recherche en matière de nucléaire dont Nucléopolis est l'un des promoteurs. Et l'initiative est soutenue par les élites locales. Ainsi, lors des dernières élections municipales les deux candidats, d'un côté le socialiste Duron, soutenant l'émergence sur Caen d'un Minatec caennais, de l'autre Joel Bruneau soutenant la mise en place d'un Saclay caennais, du nom du centre de recherche du CEA, se rejoignent sur la vocation de cette nouvelle métropole qu'ils rêvent de voir aboutir. Gentrification, aménagement urbain pour accueillir les nouveaux ingénieurs, mise en place de campus de recherche, et d'une ligne TGV reliant Caen à Paris sont programmés, pour connecter ce territoire dédié au nucléaire et aux technologies sans contact à son futur.

Le campus Effscience est le nouveau campus technologique qui sert d'ossature au projet. Situé à Colombelles, sur les ruines de la Société Métallurgique Normandie, il s'appuie aussi sur l'Université de Caen, le GANIL (recherche nucléaire et accélérateur de particules) et l'ENSICAEN (école d'ingénieurs). Créé en 2007, avec Webhelp et NXP, ex-Phillips, subventionnés par les pouvoirs publics pour leur installation, il s'est spécialisé dans les technologies sans contacts, services par téléphone et le nucléaire. La dernière entreprise à investir, c'est AREVA, via sa filiale médicale AREVA Med, pour 200 millions d'euros. Après avoir propagé les cancers, AREVA se propose donc de les soigner. Ce campus, c'est plus de 2000 salariés aujourd'hui, et 80 start-ups, où le rêve d'une fusion entre recherche, entreprise et pouvoirs publics se réalise.

La recherche n'est pas cet outil neutre et émancipateur que ses plus fervents partisans entendent défendre. Et donc dans un séminaire qui entend traiter à la fois de recherche et d'émancipation il nous semblait a minima important de porter ce point de vue.

Au vue de nos critiques, pourquoi sommes nous venus ?

PARCE QU'IL NOUS SEMBLE QUE NOMBRE DE CHERCHEURS ET CHERCHEUSES de ce séminaire portent un regard critique sur la recherche et ne sont pas du côté de la résignation. Que ce séminaire tente de rompre, souvent avec réussite, la séparation recherche/ ation. Les intentions qui guident ces séminaires ne nous semblent pas portées par l'envie de dégager une figure du théoricien séparé venant éclairer et guider le mouvement, mais bien davantage par l'ambition de mêler les points de vue et les perspectives sans rapport hiérarchiques entre les interventions.

NOUS SOMMES EGALEMENT VENUS parce que nous ne voulons pas laisser penser que parce qu'il existe une absorption de la contestation de la lutte contre le nucléaire elle serait morte. Ce n'est pas d'ailleurs le propos de Sezin Topçu. La lutte nest pas plus morte aujourd'hui qu'elle ne l'était hier au moment où une part d'entre elle succombait en partie à l'intégration. Cette intégration que Sezin Topçu a analysé sous l'angle de l'intégration des scientifiques a d'ailleurs pris bien d'autres visages. A mesure qu'au début des années 80 le nucléaire étendait son emprise avec son implantation croissante, qu'il avait défait de nombreuses oppositions, c'est l'ensemble des relations sociales qui ont été ainsi „nucléarisées“ autour de nombreux sites. Cette emprise constante n'a fait que propager une dépossession totale au quotidien : pour le travailleur contraint de s'en remettre à son dosimètre, pour l'antinucléaire mesurant anxieusement la radioactivité, pour tout un chacun soumis aux affirmations des experts et des contre-experts. La lutte elle-même a finit de changer de forme. Le nucléaire y a tracé ses

chemins. A la contre expertise décrite par Sezin Topçu vient s'ajouter l'écologie politique et son jeu politicien, les actions menées par des minorités activistes cherchant à influencer les décideurs, le lobbying. Avec toujours la même idée que l'Etat pourrait être influencé plutôt que détruit. De contestataires du nucléaire tout un pan de la lutte s'est mué en sentinelles de l'atome, mesurant la radioactivité, alertant les pouvoirs publics, siégeant dans les conférences citoyennes ou les ministères, mettant en faute les industriels par des opérations coup de poing. Tous les liens directs qui se vivaient au quotidien dans les années de lutte se sont distendus et tout a commencé à se vivre à distance. Pour parodier Guy Debord, *"Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation"*. C'est que le nucléaire a en partie fini par façonner son opposition.

Pour autant durant toutes ces années l'opposition contre le nucléaire a continué à prendre d'autres chemins, plus anonymes, plus risqués. A Chooz dans les ardennes où sidérurgistes et antinucléaires se mêlèrent pour s'opposer violemment et conjointement à un projet de centrale et à un plan de licenciement ; autour de Golfech et de bien d'autres installations nucléaires où les sabotages ne cessèrent pas ; contre les projets d'enfouissement de déchets où des luttes populaires mirent à de nombreux endroits le pouvoir en échec ; au Carnet près de Nantes où un projet de centrale fut repoussé ; lors d'interruptions de débats publics, de conférences post-accidentelles. Bref tout un tas d'oppositions parfois diffuses parfois plus concentrées contre la nucléarisation du monde ne refusant pas l'antagonisme ont continué d'exister.

S. va présenter brièvement l'une d'entre elle dans laquelle nous sommes engagés.